



HAL
open science

Egypte ; Yémen

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

| Roman Stadnicki. Egypte ; Yémen. Images Economiques du Monde, 2018. halshs-01916737

HAL Id: halshs-01916737

<https://shs.hal.science/halshs-01916737>

Submitted on 2 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Yémen

Un pays en voie de délitement

Enlèvement du conflit et délitement du pays résumant la situation du Yémen plus de trois ans après le déclenchement de la guerre. Les 15 000 frappes aériennes réalisées depuis mars 2015 n'ont pas permis à l'Arabie Saoudite (à la tête d'une coalition de dix puissances régionales) de stopper les rebelles Houthis, qui ont progressé jusqu'à Tazouba, troisième ville du pays et actuelle ligne de front. Pis, ces trois années de guerre ont contribué à asseoir le pouvoir des Houthis auprès d'une population de plus en plus hostile aux bombardements alors que l'Arabie Saoudite n'a, de surcroît, pas mis en place d'opération de sauvetage économique ou humanitaire de son voisin yéménite. Dans le même temps, les divisions confessionnelles, régionales et internes aux forces en présence n'ont fait que s'accroître. L'opposition chiite-sunnite est désormais marquante dans un pays pourtant historiquement caractérisé par une convergence religieuse entre les zaydites (chiites) du Nord et les chaférites (sunnites) du Sud. À la faveur d'une compétition pour l'hégémonie régionale entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, les Houthis apparaissent désormais comme partie prenante d'un « arc chiite » dominé par l'Iran qui apporte en réalité à ces derniers un soutien limité aux plans logistique et financier. La rébellion Houthi elle-même semble divisée depuis la mort de l'ancien président Saleh le 04/12/2017 qui venait de se retourner contre elle après trois ans d'alliance opportuniste. Les Houthis font en effet face à la défection de nombreux militaires anciens partisans de Saleh et au refus de certains chefs de tribus de se rallier à leur cause. Le mouvement séparatiste au sud du pays, qui s'est restructuré après la révolution de 2011 et a formé en 2017 un Conseil de transition sudiste, apparaît lui aussi divisé. Alliés au départ du président légitime Hadi dans leur opposition commune aux Houthis, qu'ils considéraient comme une nouvelle invasion des forces nordistes, les sudistes ont affronté, en janvier 2018, les forces loyalistes après que le gouverneur sécessionniste d'Aden a été démis de ses fonctions. À l'Est, dans la province du Hadramout dotées de quelques réserves en hydrocarbures, des tentatives autonomistes s'expriment par ailleurs, portées par des cheikhs soutenus par les Émirats Arabes Unis, réclamant leur rattachement au Conseil de Coopération du Golfe, tandis que d'autres ont choisi de faire allégeance à Al-Qaïda dont l'assise territoriale profite de l'instabilité générale.

Faibles réactions internationales

La guerre au Yémen n'occupe que peu d'espace dans le débat public international, en dépit de la catastrophe humanitaire qui en résulte, provoquée par le déplacement de trois millions de personnes, les famines et l'épidémie de choléra qui touchait 1,1 millions d'individus en mai 2018. Les deux tiers de la population, soit près de 20 millions d'habitants, sont dans un besoin urgent d'aide humanitaire d'après l'OMS alors que 50 % des hôpitaux et centres de santé n'étaient plus fonctionnels en 2017. Si la conférence des donateurs qui s'est tenue à Genève en avril 2018 a permis de lever 2 milliards de dollars, l'aide humanitaire est contrariée par le blocus saoudien sur les marchandises et par les difficultés d'accès au terrain. L'intervention militaire a donc montré ses limites, sans parler des crimes de guerre et des bavures perpétrés par la monarchie saoudienne. Mais cette dernière demeure soutenue par les puissances occidentales au premier rang desquels la France qui, en augmentant ses ventes d'armes à l'Arabie Saoudite depuis 2015, en est devenue le troisième exportateur mondial. Enfin, la grande complexité de ce conflit, inversement proportionnelle à son traitement médiatique qui abuse du prisme confessionnel binaire opposant « islamistes » sunnites et chiites « pro-iraniens », ne favorise pas le soutien international à la population yéménite qui semble aujourd'hui plus que jamais livrée à elle-même.

Égypte

Sissi réélu à 97 %

Plébiscité par les électeurs, le président Sissi a démarré son deuxième mandat à la tête de l'Égypte en avril 2018. Ce résultat ne doit pas masquer le faible taux de participation (41,5 %) ainsi que les conditions de l'élection. Sissi ne fut en effet opposé qu'à un seul candidat, Moussa Mostafa, qui est en réalité l'un de ses soutiens. Les candidats plus sérieux (le colonel Ahmed Konsowa, le général Sami Anan, l'ex-premier ministre Ahmed Chafik, le député Mohamed Anouar El-Sadate, neveu de l'ex-président Sadate, et l'avocat Khaled Ali) furent tous écartés de la course à la magistrature suprême. Ces intimidations politiciennes donnent la mesure de l'autoritarisme de Sissi, arrivé au pouvoir par un coup d'état en 2013 destituant les Frères musulmans élus un an plus tôt. Sous prétexte de garantir « ordre et sécurité » à la population, certes vaccinée par trois années de transition politique calamiteuse après le départ de Moubarak en 2011, le président a réprimé dans le sang les Frères musulmans et fait emprisonner environ 40 000 autres opposants depuis 2014. En matière de lutte anti-terroriste pourtant, qui vaut à Sissi d'être indéfectiblement soutenu par la communauté internationale, le bilan est mitigé, si l'on en juge par l'augmentation des attentats visant les Coptes depuis 2016 et, plus encore, par la situation au Sinaï : l'armée y a lancé en février 2018 une vaste opération contre le groupe état islamique, qui fait suite à plusieurs années de raids aériens infructueux, plongeant la péninsule dans un état de « crise humanitaire imminente » selon l'ONG *Human Rights Watch*. En réponse à cette crise, le gouvernement égyptien, soutenu par son allié saoudien, a promis de débloquer 15 milliards de dollars pour le développement du Sinaï.

Inégalités économiques grandissantes

Ce projet national de développement du Sinaï s'inscrit dans la « carte du futur » du président Sissi, qui consiste en une succession de méga-projets : villes nouvelles, autoroutes, terres cultivables dans le désert, aéroports, centres industriels, nouvelle capitale, etc. Si, à terme, ces projets pourraient permettre de redistribuer la population, qui se concentre actuellement à 95 % sur 5 % du territoire, leur mise en œuvre interroge dans le contexte économique actuel. Les réformes libérales relancées en 2016 avec l'appui du FMI ont précipité l'inflation qui reste supérieure à 30% par an. La population, notamment dans sa frange la plus pauvre estimée à 40%, subit les effets cumulés de la dévaluation de la Livre égyptienne, de la hausse des prix et de la baisse des subventions sur les produits de première nécessité (essence, électricité, etc.). Des émeutes éclatent sporadiquement dans le pays depuis 2016, comme à Alexandrie, Port-Saïd ou Assiout, où la population voit son niveau de vie chuter aussi vite que sont investis des milliards de dollars dans les grands projets présidentiels.